

Interdiction des polluants et perturbateurs endocriniens

L'engagement : Nous voulons rendre l'Europe respirable. Pour cela, il faut réduire drastiquement les émissions de polluants dans l'air et nos assiettes. Nous interdirons définitivement l'emploi de substances polluantes qui empoisonnent les corps, l'eau et les aliments. Nous interdirons notamment l'utilisation des pesticides (à commencer par le Glyphosate) et toutes autres substances considérées comme des perturbateurs endocriniens.

Objectifs : Protéger la santé des européens en luttant contre la pollution de l'air et en accélérant la transition agricole vers une alimentation saine pour tous, débarrassée des pesticides. Interdire l'utilisation de toutes les substances chimiques considérées comme des perturbateurs endocriniens qui empoisonnent les Européen.nes.

Quelle urgence ?

- Les études s'accroissent sur la participation de l'agriculture conventionnelle chimique à la 6ème extinction de masse de la biodiversité : - 33 % d'oiseaux en France, - 75 % d'insectes en Europe...
- De nombreuses substances toxiques sont retrouvées, étude après étude, dans le corps de tous les citoyen.nes européen.nes, où qu'ils et elles habitent et quelle que soit leur activité. Chacun.e de nous est concerné.e.
- Les agriculteurs et agricultrices sont en première ligne face aux dangers des pesticides. Les preuves sont de plus en plus nombreuses en faveur de la reconnaissance de leurs impacts.
- La pollution de l'air entraîne la mort de 800 000 personnes en Europe chaque année, 48 000 en France. Les enfants et les personnes âgées sont les plus touchés.

Ce que nous proposons :

- Mettre fin à l'utilisation des néonicotinoïdes, les substances tueuses d'abeilles notamment, sous toutes leurs formes. Accompagner les agriculteurs et agricultrices en les incitant à favoriser des méthodes de production favorables à l'environnement telles que l'agriculture biologique.
- Faire appliquer fermement le règlement européen sur l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. D'abord en renforçant les moyens de contrôle de l'agence ECHA (seulement 1780 contrôles pour 40 000 substances produites). Ensuite, au nom du principe de précaution, en suspendant les autorisations pour toute substance ne répondant pas aux exigences en matière d'informations toxicologiques et écotoxicologiques (soit environ 69% des substances en circulation). Enfin en exigeant que soient étudiées les conséquences de l'effet cocktail (combinaison des molécules).
- Une politique de transport public moins polluant : développer les réseaux de transport publics urbains et périurbains plus denses et accessibles (voire gratuits) ; construire une filière industrielle européenne, depuis la production jusqu'au recyclage, de toutes les matières qui entrent dans la composition des pièces de ces véhicules faibles émissions.